



Tous mobilisés

Pour un grand 1^{er} Mai unitaire

Emploi, conditions de travail, pouvoir d'achat, avenir des retraites sont au cœur des préoccupations des salariés du public et du privé. Le sont aussi les axes revendicatifs portés en commun par l'intersyndicale depuis 16 mois. Ce sont sur ces priorités qu'elle interpelle les pouvoirs publics, le patronat, les chefs d'entreprise. La situation économique et sociale est d'ores et déjà à l'origine de nombreuses luttes, souvent unitaires, des salariés du public comme du privé. Ces mobilisations doivent s'inscrire dans la durée.

Donner la priorité au maintien des emplois

- ⇒ **Les employeurs doivent privilégier** l'emploi stable, investir dans les emplois futurs. Quelle que soit la situation dans l'entreprise, c'est en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la performance sera assurée.
- ⇒ **les suppressions d'emplois publics** ainsi que les réorganisations forcées décidées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) provoquent une dégradation des conditions de travail et des difficultés grandissantes pour assurer les missions de service public.
- ⇒ des mesures doivent favoriser l'accès à l'emploi, en particulier pour **les jeunes** ;
- ⇒ **les demandeurs d'emploi** en fin de droits d'indemnisation doivent bénéficier d'un accompagnement renforcé pour leur permettre de retrouver un emploi avec un revenu garanti.
- ⇒ Dans les branches, les entreprises, la fonction publique, les négociations salariales doivent assurer **le maintien du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités** ;
- ⇒ **les allègements de cotisations sociales** doivent être ciblés et conditionnés aux politiques d'emplois et de salaires
- ⇒ **Le maintien des emplois, les conditions de travail, le niveau des salaires doivent être la propriété des salariés et leurs droits doivent être respectés**

L'avenir des retraites : un choix de société

Emploi, conditions de travail, niveau de salaire, ont des conséquences directes sur les équilibres des régimes de retraite et sur le niveau des pensions.

La concertation qui s'engage sur une « réforme des retraites » suscite une légitime inquiétude chez les salariés.

Elle doit garantir la pérennité du système par répartition en assurant son financement et en corrigeant les inégalités. Ni l'agenda, ni les bases de départ de discussion proposées aujourd'hui ne sont susceptibles de répondre aux besoins de consolider les droits et le système de retraites par répartition.

Les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant : ceci n'est pas acceptable.

Les organisations syndicales du VAR : Cfdt, CGT, FSU, UNSA, Solidaires n'accepteront pas un passage en force.

Elles appellent tous les salariés, retraités et privés d'emploi à manifester

le samedi 1^{er} Mai 2010

- **Toulon : 10 H. 00, Place de la Liberté**
- **Brignoles : 10 H. 00, gare des cars**
- **Draguignan : 10 H. 30, sous / Préfecture**
- **Fréjus : 10 H. 30, square de Provence**
- **Salernes : 10 H. 45, place Gabriel Péri.»**

Toulon, le 21/04/2010